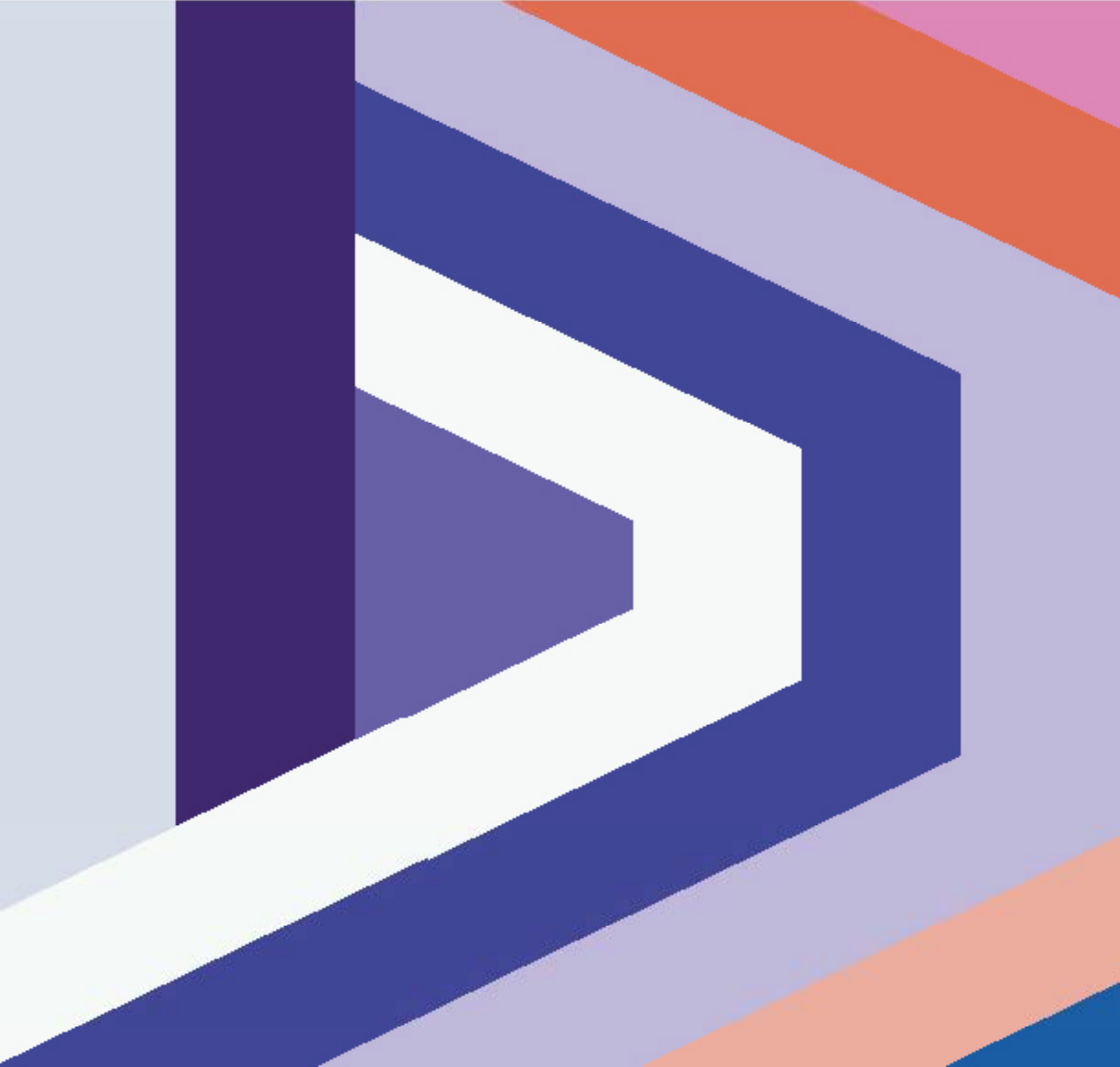


2020

Un plan municipal de reprise genré pour tous

Faire en sorte que la ville d'Ottawa fonctionne pour tous



Au sujet de l'Initiative: une ville pour toutes les femmes

Fondée en 2004, l'IVTF est une collaboration unique entre une diversité de personnes s'identifiant comme femmes, issues du milieu universitaire, de la société civile et d'organismes sur le terrain, qui travaillent de concert avec les municipalités pour faire progresser l'équité des genres et créer des villes plus inclusives. Nous abordons l'ensemble des inégalités systémiques oppressives (race, sexe, identité de genre, capacité, âge, revenu, etc.) qui perpétuent la pauvreté et la discrimination à Ottawa. L'IVTF promeut et crée des changements systémiques visant l'égalité des genres et l'inclusion pour tous. Nous commençons par des changements concrets dans nos vies et dans notre ville, en mettant à contribution les forces, l'expression culturelle, les valeurs et les connaissances qu'apportent les femmes dans toute leur diversité. Nous imaginons une ville d'Ottawa dans laquelle les connaissances et le leadership des femmes et des

personnes de diverses identités de genre sont pleinement valorisés et où nos expériences, cultures et points de vue variés sont respectés et représentent des atouts dans l'édification d'une collectivité inclusive, bienveillante et juste.

L'IVTF cherche à s'assurer que les décisions municipales tiennent systématiquement compte des questions qui ont des répercussions sur les femmes et les personnes de diverses identités de genre issues de milieux variés. À cette fin, l'IVTF offre de la formation en engagement civique et en facilitation communautaire, et aide la Ville et les organisations communautaires à appliquer les principes d'équité et d'inclusion à tous les aspects de leur travail. Nos activités s'étendent à toute la ville et se concentrent sur les communautés confrontées à la marginalisation socio-économique, avec un accent particulier sur les

Remerciements

Le plan de reprise genré n'aurait pas pu voir le jour sans l'apport et le soutien précieux des participantes à notre recherche et de nos partenaires communautaires. L'IVTF tient à exprimer sa plus profonde gratitude à tous ceux et celles qui ont contribué à la compilation et à la réalisation de ce rapport. Nous devons une reconnaissance toute particulière aux femmes de l'IVTF qui ont participé à notre sondage et à nos séances hebdomadaires pour faire le point, soit environ 150 Ottaviennes. Votre énergie contagieuse et votre engagement pour une meilleure ville d'Ottawa pour tous nous ont incitées à mettre sur pied ce projet.

Nous remercions particulièrement le Cadre de développement communautaire (CDC) avec lequel nous collaborons pour organiser nos séances hebdomadaires pour les femmes de toute la ville. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude à Logement

communautaire d'Ottawa (LCO), qui nous offre un soutien technique pour ces rencontres en ligne.

Katherine Occhiuto, doctorante à l'Université de Carleton, continue de partager les données mensuelles de ses recherches sur les mères seules et leurs expériences en matière d'accès aux ressources communautaires pendant la pandémie de COVID-19; ses communications ont été déterminantes dans la formulation de notre plan de reprise genré. Les contributions du groupe de travail de la Stratégie sur la condition féminine et l'équité des genres (SCFEG) de la Ville d'Ottawa ont également été essentielles pour définir le contexte et le contenu de ce rapport, et nous remercions les membres qui ont participé.

Ce projet a été financé par la Fondation communautaire d'Ottawa, le ministère fédéral des Femmes et de l'Égalité des genres (FEGC) et la Croix-Rouge canadienne.



Women and Gender
Equality Canada

Femmes et Égalité
des genres Canada

Canada



OTTAWA
COMMUNITY
FOUNDATION

Invested for good



« Au cours de l'histoire, les pandémies ont forcé les humains à rompre avec le passé et à réinventer leur univers. En cela, la pandémie actuelle n'est pas différente des précédentes. **C'est un portail entre le monde d'hier et le prochain.** Nous pouvons choisir d'en franchir le seuil en traînant derrière nous les dépouilles de nos préjugés et de notre haine, notre cupidité, nos banques de données et nos idées défuntes, nos rivières mortes et nos ciels enfumés. Ou nous pouvons l'enjamber d'un pas léger, avec un bagage minimal, prêts à imaginer un autre monde. Et prêts à se battre pour lui. »

Arundhati Roy

[The Pandemic is a Portal](#)

Pourquoi Ottawa a-t-elle besoin d'une réponse genrée à la COVID-19 ?



Les femmes continuent à assumer une part disproportionnée du travail.

La pandémie de COVID-19 et les conditions qu'elle a créées ont exposé et exacerbé les profondes disparités qui existent entre les sexes, les races, les capacités et les classes au sein de notre ville et de notre pays. En attirant l'attention nationale et internationale sur le racisme anti-Noirs, le mouvement Black Lives Matter (la vie des Noirs compte) a aussi mis en évidence les profondes inégalités raciales et sociales dans notre société et démontré la nécessité de repenser collectivement les espaces physiques, les dynamiques sociales et les institutions publiques. Les villes constituent des microcosmes de ces inégalités complexes et interreliées et de ce fait, elles peuvent être au cœur de changements plus vastes.

L'impact disproportionné de la pandémie sur les femmes – en particulier sur les femmes et les personnes de diverses identités de genre qui sont marginalisées sur le plan socio-économique – est bien documenté dans les recherches menées au Canada et à l'échelle mondiale. Bien que les raisons qui sous-tendent ce fait soient multiples, une vérité simple leur est commune : puisque les taux de pauvreté sont plus élevés chez les femmes de couleur, les femmes handicapées, les femmes trans, les personnes de diverses identités de genre et les femmes monoparentales, les femmes sont plus vulnérables aux répercussions sociales et économiques de la pandémie. Depuis avril 2020, l'Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF) a demandé à ses membres, à des leaders communautaires, à des chercheurs et à ses partenaires organisationnels d'Ottawa quel impact ces circonstances sans précédent ont eu sur la vie des femmes. Voici ce qu'ils et elles nous ont rapporté :

Une double charge de soins accrue, y compris une charge de soins de santé accrue (tant rémunérée que non rémunérée)

- Les femmes continuent à assumer une part disproportionnée du travail non rémunéré de responsabilités domestiques (prise en charge des enfants, soin des personnes âgées, épicerie, planification et préparation des repas, ménage, lessive, soin des petits-enfants, etc.) tout en occupant un emploi rémunéré. La double charge de soins est aggravée par la fermeture des écoles et l'apprentissage en ligne, l'absence de services de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées et l'accès réduit aux services communautaires.

Une plus grande exposition aux infections et au stress.

- Les femmes sont surreprésentées dans le secteur des soins de santé rémunérés (p. ex., préposées aux bénéficiaires, infirmières, personnel de première ligne dans les hôpitaux et les soins à domicile ainsi que dans les établissements de soins de longue durée, les maisons de retraite et les foyers de groupe), dans d'autres activités de soins rémunérés (p. ex., refuges, garderies, enseignement, thérapie) et dans le travail rémunéré devenu essentiel pendant la pandémie (p. ex., caissières, femmes de ménage, épiceries, pharmacies).

Un risque accru de violence à l'égard des femmes et de violence sexiste.

Une surveillance accrue, une intervention policière démesurée et une application excessive des règlements municipaux auprès des communautés racialisées et à faible revenu

Un risque accru d'insécurité alimentaire et de perte de revenus pour les femmes et les ménages dirigés par des femmes.

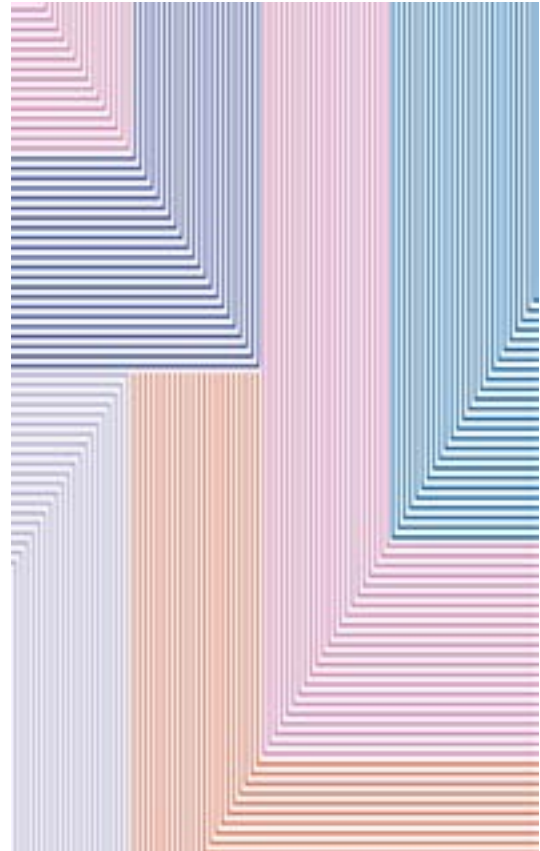
- L'inégalité salariale historique place les femmes dans des situations où il faut compromettre soit le travail rémunéré, soit les soins non rémunérés pour donner la priorité à l'autre.

La Ville a fait preuve d'un grand leadership en matière d'égalité des genres, en particulier en adoptant [une optique d'équité à la reprise après la COVID-19](#). Toutefois, il faut faire davantage. La réponse municipale à la crise COVID-19 s'articule autour des principaux piliers d'une ville résiliente, équitable et inclusive. Cependant, les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre ont subi les conséquences de l'absence d'une solide optique d'équité et d'inclusion dans la réponse municipale à la pandémie.

**Les villes
constituent des
microcosmes
des inégalités
complexes et
interreliées.**

La Ottawa Aboriginal Coalition (coalition autochtone d'Ottawa) entreprend sa propre recherche sur la COVID-19. Les résultats, qui seront présentés à une date ultérieure, reflètent les difficultés éprouvées par 15 000 des 40 000 membres de la communauté autochtone d'Ottawa. Il est important de noter que le présent rapport ne reflète pas une analyse genrée pertinente sur le plan culturel autochtone. Nos conclusions ne doivent pas être considérées comme représentatives des peuples autochtones.

L'objectif de ce Plan de reprise genré est d'aider la Ville d'Ottawa à appliquer une optique intersectionnelle d'équité des genres et d'inclusion plus vigoureuse dans sa réponse à la crise et à la planification de la reprise. Adopter ce point de vue garantira que toute intervention d'urgence prenne en compte toute la diversité des femmes, des hommes et des personnes de diverses identités de genre.



Le plan en 5 points : un guide à l'usage de la Ville d'Ottawa pour une approche féministe de la COVID-19



Nous pressons la Ville d'Ottawa de travailler avec les autres paliers de gouvernement pour assurer un niveau de vie de base pour tous.

Dans la perspective de la reprise, nous pensons qu'un retour à la « normale » d'avant la pandémie entraînerait un retour à des conditions inéquitables et intenable pour bon nombre de nos voisines, amies, collègues et membres de la famille. Nous devons plutôt réinventer les services municipaux, l'infrastructure publique et l'espace public de façon à répondre aux besoins de tout le monde. **L'IVTF propose à la Ville d'Ottawa un plan de reprise en cinq points qui utilise une optique intersectionnelle genrée.**

Nous exhortons la Ville à placer l'égalité des genres et des races au cœur de tous les plans de reprise. Nous la pressons de travailler avec les autres paliers de gouvernement pour assurer un niveau de vie de base pour toutes et tous. Nous devons collaborer pour faire en sorte non seulement que ces mesures soient appliquées dans les situations de crise, mais que notre infrastructure sociale, depuis longtemps amoindrie, bénéficie des investissements et de la croissance dont elle a tant besoin pour que les futures pandémies et autres crises n'aient pas un impact aussi fort sur notre société. Nous demandons aux municipalités de repenser et de recréer des villes qui s'efforcent de garantir la sécurité, le logement, l'alimentation, l'intégration et la santé de toutes et de tous.

DES DONNÉES VENTILÉES SELON LE GENRE : LE FONDEMENT DU PLAN EN CINQ POINTS

Il est essentiel que dans la conception du plan de reprise de la Ville d'Ottawa, la planification, les politiques et les processus soient fondés sur des données ventilées selon le genre, la race/l'ethnicité, le statut socio-économique, la situation géographique, l'âge et les capacités. La collecte, l'analyse et le partage des données ne doivent pas causer de préjudices à ces groupes. De telles atteintes peuvent être évitées en suivant les [principes PCAP](#) et en indemnisant les communautés pour mener elles-mêmes cette recherche. Les travaux peuvent être conçus de manière à soutenir les objectifs d'équité et d'inclusion en repérant :

- les inégalités dans les pratiques et les résultats de la planification urbaine;
- les groupes confrontés à des obstacles ou une discrimination systémiques;
- les zones et communautés mal desservies.

Les données ne sont pas toujours synonymes de chiffres. Des données qualitatives peuvent venir compléter les données quantitatives dans le but de

Nous demandons aux municipalités de repenser et de recréer des villes qui s'efforcent de garantir la sécurité, le logement, l'alimentation, l'intégration et la santé de tous.

saisir les expériences vécues par différents groupes. Par exemple, les urbanistes se concentrent depuis longtemps sur la transformation de l'environnement physique pour améliorer la sécurité des femmes dans les espaces publics et la perception qu'elles en ont. Mais pour la communauté noire, la population autochtone, d'autres groupes racialisés, les personnes âgées, les personnes handicapées et la communauté 2SLGBTQ+, la question de sécurité est plus complexe et elle est liée au maintien de l'ordre dans l'espace public, à des normes sociales discriminatoires, au racisme systémique anti-Noirs et anti-Autochtones et à d'autres formes de discrimination.

Les municipalités peuvent également institutionnaliser des contrôles d'équité en intégrant des indices et des indicateurs axés sur l'équité dans leurs politiques et leurs pratiques de planification. Par exemple, les stratégies en matière d'infrastructure pour les piétons et les cyclistes de la Ville de Winnipeg appliquent un indice et des indicateurs d'équité (p. ex., le taux de pauvreté) au niveau de couverture du réseau de pistes cyclables afin de découvrir les lacunes en matière de services et d'investissements (Linovski et Galati, 2019).

UN LOGEMENT POUR TOUS

En janvier 2020, la Ville d'Ottawa a déclaré une situation d'urgence et de crise en matière de logement et d'itinérance. La pandémie a exacerbé la crise du logement à Ottawa, avec un impact disproportionné sur les femmes. Une approche genrée à cette question vise à garantir que chacun et chacune ait accès à un logis qui lui permet de rester en contact avec son cercle social et qui est très abordable, accessible et adaptée à sa culture.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR TOUS

L'insécurité de l'emploi et les difficultés financières liées à la pandémie font que les gens, surtout les mères seules, les femmes âgées qui vivent seules et les bénéficiaires de l'aide sociale, sont obligés de faire des choix difficiles entre payer le loyer et acheter de la nourriture et d'autres produits essentiels. De plus, la pandémie a perturbé les chaînes d'approvisionnement et les prix des aliments. Les gens qui ont eu recours aux banques alimentaires et autres services de distribution de nourriture – dont plusieurs sont des femmes handicapées, âgées ou qui reçoivent de l'aide sociale – ont constaté que les heures d'ouverture étaient réduites pour suivre les directives de santé publique et qu'il y avait moins de bénévoles pour offrir le programme, alors que la demande pour ces services augmentait. Ceux et celles qui n'avaient pas accès à des cartes de crédit ou à la technologie adéquate ne pouvaient pas passer de commande d'épicerie en ligne.

La sécurité alimentaire pour tous nécessite un investissement dans une infrastructure alimentaire locale solide et durable afin que la nourriture soit abordable, accessible et adaptée.

LA SÉCURITÉ DE REVENU POUR TOUS

Les appels à un revenu de base universel ont augmenté pendant la pandémie. Bien qu'une telle mesure législative soit de compétence fédérale, la Ville d'Ottawa peut fixer ses propres normes en matière de revenu de base en appliquant une optique genrée à la sécurité du revenu. Ces normes pourraient inclure l'augmentation des exigences de salaire minimum pour tous les services municipaux et les services financés par la Ville; la promotion de taux d'aide sociale

suffisants pour vivre, comme Ontario au travail et le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), afin d'égaliser la PCU; le soutien aux petites entreprises, dont beaucoup appartiennent à des femmes; et le maintien des femmes sur le marché du travail, car elles occupent de façon disproportionnée des postes temporaires à temps partiel et sont plus à risque d'être licenciées ou de se voir accorder moins d'heures, ou encore de toucher de faibles revenus.

L'INCLUSION SOCIALE POUR TOUS

Les services municipaux qui créent un sentiment d'appartenance et d'inclusion, tels que les transports publics et adaptés, les parcs et loisirs, les centres communautaires, les bibliothèques, la santé publique, les services d'urgence et les services sociaux, jouent un rôle essentiel dans le maintien d'une ville résiliente, aujourd'hui et à l'avenir.

Nos infrastructures sociales – les services de santé mentale, les services de garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, les programmes familiaux et culturels et les services de lutte contre la toxicomanie – ont constamment perdu du financement depuis les années 1980, ce qui a sérieusement affaibli notre sécurité sociale au moment où nous en avons le plus besoin. Donner la priorité à une éthique de la sollicitude (aussi appelée éthique du care) dans la réponse municipale à la COVID-19 exigera un réinvestissement important dans les services municipaux et l'infrastructure sociale afin que les personnes les plus marginalisées d'entre nous soient soutenues et incluses dans tous les aspects de la vie à Ottawa.

LA SÉCURITÉ POUR TOUS

La COVID-19 a entraîné une plus grande insécurité pour de nombreuses personnes : davantage de violence au foyer et de maltraitance des personnes âgées; davantage de violence contre les femmes trans ou sans abri; une possibilité croissante d'exploitation sexuelle et financière en ligne; et une surveillance accrue des communautés à faible revenu et racialisées exercée par les agents d'application des règlements municipaux, la police et le public. La sécurité pour tous comprend des services de soutien aux survivantes de violence sexuelle, la création d'espaces publics sûrs, particulièrement pour les femmes et les communautés racialisées et à faible revenu, et l'intégration d'une optique intersectionnelle genrée dans tous les aspects de la planification urbaine.

Donner la priorité à une éthique de la sollicitude dans la réponse municipale à la COVID-19 exigera un réinvestissement important dans les services municipaux et l'infrastructure sociale réinvestissement important dans les services municipaux et l'infrastructure sociale.

Recommandations



UN LOGEMENT POUR TOUS

Les mesures d'isolement social mettent en lumière le fait qu'avoir un domicile est une question de santé publique. Une analyse des taux d'infection révèle que ce sont les gens qui vivent dans des communautés à faible revenu qui sont les plus touchés par la COVID-19 (Centre canadien de politiques alternatives, 2020). Il s'agit souvent de personnes racialisées, de nouveaux arrivants et de membres d'autres groupes marginalisés. Les sans-abris qui dépendent des logements d'urgence sont également plus susceptibles de contracter le virus en raison du surpeuplement. Il faut offrir aux communautés à faible revenu des options de logement à revenus mixtes plus diversifiées et plus abordables; il faut notamment construire davantage de logements abordables qui privilégient les appartements adaptés pour les personnes handicapées et les habitations familiales. Actuellement, de nouveaux logements abordables sont construits loin des transports en commun rapides et des services de soutien de base – qu'il s'agisse de nourriture, de garde d'enfants, de services, de soins de santé ou de lieux de travail – ce qui augmente le temps passé dans les transports en commun et hausse les coûts des transports privés, comme l'achat de véhicules (Bliss, 2018; Burgen, 2019).

« Je suis en train de perdre ma maison; je suis en congé de maternité; j'ai deux enfants qui ont des besoins spéciaux et je suis mère seule de quatre filles. Je ne suis pas admissible à la PCU. Il n'y a pas de nourriture; je me prive pour que les enfants puissent manger. »

PARTICIPANTE AU
SONDAGE DE L'IVTF

Collaborer avec le gouvernement fédéral pour faire progresser le droit au logement au niveau municipal.

Les municipalités jouent un rôle essentiel dans la prise de décision en matière de logement. Comme les autres villes canadiennes, Ottawa a

compétence sur tout un éventail de responsabilités dans ce domaine et elle est bien placée pour y établir un cadre fondé sur les droits. Par ailleurs, la Ville doit adopter une optique de droit au logement pour guider toutes ses décisions en matière de logement et de lutte contre le sans-abrisme. De cette façon, toutes les politiques municipales liées à cet enjeu respecteraient les valeurs antidiscriminatoires, d'inclusion, de participation et de responsabilité (HomeComing Community Choice Coalition, 2018).

Inscrire le logement abordable au nombre des priorités essentielles dans tous les budgets municipaux.

Les budgets municipaux sont des outils importants qui peuvent garantir que les plans et objectifs de logement à long terme sont soutenus par un financement substantiel. Pour parvenir à une reprise équitable pour tous, le budget municipal d'Ottawa doit consacrer un financement progressif au parc de logements abordables qui va au-delà des investissements provenant des subventions fédérales et provinciales. La Ville doit engager 30 M\$ la première année, augmenter les investissements les années suivantes, construire et acquérir des logements abordables, des logements à revenus mixtes et des logements supervisés à Ottawa.

Cet engagement devrait correspondre à l'engagement de la [Stratégie nationale sur le logement](#) d'allouer 25 % des fonds aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre en consacrant 25 % de toutes les nouvelles constructions et acquisitions aux besoins des femmes en cette matière.

« Il est impossible de s'isoler ou de maintenir la distanciation physique au refuge, et nous n'avons pas d'autre endroit où nous loger. Où est-ce qu'on peut aller si les refuges ne sont pas sûrs ? »

PARTICIPANTE À UNE
SÉANCE HEBDOMADAIRE
DE L'IVTF

Par ailleurs, nous demandons instamment à la Ville de répondre aux appels des organisations autochtones locales et d'allouer 30 % de toutes les nouvelles constructions à des initiatives de logement dirigées par des Autochtones.

L'engagement de dépenses en immobilisations dans ce domaine doit inclure des voies de financement qui donnent la priorité à la modernisation des tours d'habitation existantes (Udoh-Orok, 2018) et mettent l'accent sur l'accès à un espace commun partagé qui encourage l'interaction sociale et des quartiers sûrs, praticables à pied et où tout est accessible en 15 minutes. Il est également primordial que les fonds alloués incitent à dépenser pour des appartements adaptés pour les personnes handicapées et pour des habitations familiales plus grandes (de 2 à 3 chambres à coucher).

permettra d'élaborer un programme ciblé pour les ménages qui ont besoin d'un allègement de loyer. Attribuer 20 M\$ à l'aide à la réduction des coûts des loyers afin de soutenir les familles touchées par la COVID-19 et les 1400 ménages locataires qui étaient déjà en situation d'insécurité en matière de logement avant la pandémie (Pomeroy, 2020).

Collaborer avec d'autres paliers du gouvernement pour créer une banque foncière, et accroître l'accès aux terrains municipaux destinés à la construction de logements abordables, ainsi que le nombre de ces terrains.

« Ces jours-ci, j'ai envie de tout laisser tomber, d'abandonner mon logement et de vivre dans notre fourgonnette jusqu'à ce qu'une place se libère dans un refuge. Je suis submergée de dettes et de peur; c'est trop ! Après que tous nos efforts pour nous mettre debout ont été écrasés, on ne ressent plus le besoin de se donner la peine de se relever. »

PARTICIPANTE AU
PROJET DE RECHERCHE
LONE-MOTHERS
(MÈRES SEULES)

S'engager à intégrer une optique genrée sur le logement dans le Plan officiel de la ville. [Le Plan officiel de la Ville](#) est un document clé qui peut mener à des politiques transformatrices visant la résolution de l'urgence en matière de logement et d'itinérance à Ottawa. Y inclure des directives sur l'établissement de solides règlements de zonage inclusifs, sur la réalisation d'aménagements axés sur le transport en commun et sur une réponse à la pénurie de logements intermédiaires pourrait apporter des solutions indispensables à cette crise. Le Plan devrait se concentrer sur la création non seulement de « rues complètes », mais aussi de « quartiers complets » sous forme de quartiers à 15 minutes qui favorisent le travail de prestation de soins et tiennent compte des questions d'équité et de genre.

Collaborer avec d'autres paliers du gouvernement pour créer une banque des logements locatifs et augmenter les subventions au logement, évitant ainsi les expulsions en masse. Cet apport



LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR TOUS

Le nombre de familles souffrant de la faim a augmenté de manière exponentielle avec la pandémie. Les banques alimentaires sont souvent incapables de répondre à la demande : le financement et les dons qu'elles reçoivent sont minimes et le groupe de bénévoles qui peut fournir ces services est restreint. Pourtant, avec la hausse des coûts des denrées, du logement et du transport, la demande augmente. Selon Santé publique Ottawa (2019), nourrir une famille de quatre personnes revient à au moins 901 \$ par mois. Les dons aux banques alimentaires manquent souvent de nourriture saine et culturellement adaptée, ce qui contraint certaines communautés à développer leurs propres programmes de préparation et de distribution de nourriture pour les femmes âgées isolées et les familles d'immigrants et de nouveaux arrivants, par exemple. Les gens qui n'ont pas de carte de crédit ou qui n'ont pas accès à la technologie nécessaire ne peuvent pas passer de commande en ligne. Nous avons besoin d'efforts durables et dirigés par les communautés pour assurer la sécurité alimentaire. Il est urgent de mettre en place un système coordonné d'accès à la nourriture, car le soutien alimentaire communautaire est épuisé.

Créer un modèle d'infrastructure alimentaire plus digne, qui offre plus de choix, de respect et de liberté. Soutenir les banques alimentaires et les services de livraison de repas et d'épicerie pour veiller à ce que les produits et les repas préparés soient sains et adaptés aux différentes cultures. Une façon de faire serait d'établir des partenariats entre les

banques alimentaires, les épiciers des communautés ethniques, les fermiers locaux et les jardins communautaires. Étendre les services d'organisations communautaires comme Boîte de bonne bouffe, Marché Mobile, Hidden Harvest Ottawa et Parkdale Food Centre afin de procurer aux populations des quartiers à faible revenu des fruits et légumes cultivés localement – gratuitement ou à prix abordables – et de permettre aux clients et clientes des banques alimentaires de choisir eux-mêmes leurs provisions.

Concevoir une stratégie alimentaire globale. Concevoir une approche systémique en matière de sécurité alimentaire pour veiller à ce que les familles soient soutenues à court terme et ne dépendent pas des services alimentaires d'urgence à long terme. La Ville peut apporter un soutien plus solide aux systèmes et infrastructures alimentaires en procédant à une analyse systémique des besoins.

Créer une infrastructure agricole plus durable pour assurer des moyens de subsistance stables aux agriculteurs, renforcer les droits des travailleurs et augmenter leurs salaires (Commission canadienne pour l'UNESCO et Chaire UNESCO d'études sur la biodiversité et la durabilité alimentaire, 2020). En appliquant le modèle de compensation par l'entremise de l'intendance agricole d'ALUS Canada (Mackenzie, 2008), nous pouvons réduire l'empreinte environnementale des fermiers locaux, ce qui permettra d'augmenter leurs revenus financiers. Ils pourront ainsi offrir leurs produits à des prix plus abordables tout en couvrant leurs coûts.

« Impossible de joindre ma travailleuse pour la prestation de 50,00 \$ pour la COVID-19. J'ai dû appeler le service de sécurité alimentaire plus d'une fois parce que l'argent ne va pas assez loin avec l'aide sociale une fois que toutes les factures sont payées. »

PARTICIPANTE À UNE
SÉANCE HEBDOMADAIRE
DE L'IVTF

Intégrer les deux ensembles de principes fondamentaux de la stratégie globale de résilience alimentaire, tels que définis par l'initiative Good Food for All (une alimentation saine pour tous). Une nourriture saine est abordable, accessible, adaptée à la culture, locale et aussi peu transformée que possible. Privilégier une approche alimentaire de quartier, qui se caractérise par une collaboration entre différents secteurs et différentes organisations en vue d'un partage de nourriture basé sur le développement communautaire au niveau du quartier : partage de repas; éducation et renforcement des compétences; alimentation d'urgence; soutien à la production et à la transformation des aliments; paysages comestibles; partage des espaces de cuisine et d'entreposage de la nourriture; et denrées à prix abordable.

Augmenter le financement des initiatives alimentaires menées par des Autochtones, par exemple du financement à l'année pour accéder aux aliments traditionnels et les cultiver grâce à des jardins communautaires, des serres, des jardins sur les toits et d'autres initiatives novatrices de jardinage aux quatre coins de la ville. Une alimentation saine requiert qu'on s'attaque au colonialisme, au racisme et à la pauvreté, qui sont des obstacles évidents à l'accès aux aliments traditionnels et à leur culture.

« La nourriture est encore trop chère, et avec les services de repas préparés et les banques alimentaires, il y a un manque de choix de nourriture saine et adaptée à ma culture. En tant que nouvelle arrivante, je ne connais pas bien les pâtes. »

PARTICIPANTE AU SONDAGE DE L'IVTF



« Mère seule, j'essaie de soutenir les enfants dans leur apprentissage à la maison, je suis inquiète de perdre mon emploi, j'ai du mal à me concentrer et à accomplir quoi que ce soit en lien avec mon travail quand je suis à la maison. »

PARTICIPANTE À UNE
SÉANCE HEBDOMADAIRE
DE L'IVTF

LA SÉCURITÉ DE REVENU POUR TOUS

Les femmes et les personnes de diverses identités de genre sont plus susceptibles d'être sous-employées, d'occuper des emplois précaires, d'être sous-payées, de travailler en première ligne ou de quitter le marché du travail pour s'occuper d'enfants ou de personnes âgées. Elles ont également plus de difficultés à accéder à du financement ou à des fonds. La pandémie a mis en évidence le fait que les femmes représentent un peu moins de la moitié (47 %) de la population active, mais qu'elles sont à l'origine des deux tiers (63 %) de toutes les pertes d'emploi. Parmi les travailleurs âgés de 25 à 54 ans, les femmes ont fait l'objet de 70 % de toutes les pertes d'emploi (Scott, 2020). Ces défis sont encore plus importants pour les groupes en quête d'équité, notamment les jeunes, les travailleurs âgés, les femmes, les migrants, les personnes handicapées et les membres des communautés 2SLGBTQ+ (Al-Refaei, 2020).

Selon Statistique Canada, 39,5 % des personnes de diverses identités de genre ont déclaré que la COVID-19 a eu un impact sur leur capacité à faire face à leurs obligations financières et à répondre à leurs besoins essentiels (Moyser, 2020). Statistique Canada rapporte aussi que les femmes, avec une surreprésentation des Noires et des Philippines (Turcotte & Savage, 2020), tiennent la majorité des rôles d'aides-infirmières, d'aide-soignantes et de préposées aux bénéficiaires. Rien que dans les deux premiers mois de la pandémie, 1,5 million de Canadiennes ont perdu leur emploi, car elles occupent une place prépondérante dans les secteurs les plus touchés par les fermetures et les licenciements (Desjardins et coll., 2020). La participation des femmes à la population active a atteint son plus bas niveau en trois décennies. Les mères et les mères

seules sont parmi les plus défavorisées par ces licenciements. Une analyse d'Économique RBC a révélé que le taux d'emploi des mères seules a chuté de 12 %, contre 7 % pour les pères seuls (Desjardins et coll., 2020).

Renforcer l'éducation financière et soutenir les petites entreprises appartenant à des femmes ou à des personnes de diverses identités de genre.

Intégrer une optique intersectionnelle genrée à la Trousse de réouverture des entreprises (2020), et y inclure les outils et les ressources dont les compagnies ont besoin pour renverser leurs flux de rentrées. Collaborer avec les zones d'amélioration commerciales, la Chambre de commerce d'Ottawa et le Centre for Social Enterprise Development (centre pour le développement des entreprises sociales) à la création d'une série d'ateliers destinés spécialement à la communauté des petites entreprises pour les aider à réorienter leurs activités, à s'adapter à la nouvelle économie numérique et à renforcer leurs capacités. Lancer des campagnes d'achat local et établir des politiques d'achat pour les opérations municipales qui donnent la priorité à l'achat local et au soutien de l'économie locale.

Plaider aux niveaux provincial et fédéral pour que les montants d'aide sociale correspondent de façon permanente à la PCU.

Les gens qui subsistent grâce au programme Ontario au travail ou au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) ont du mal à joindre les deux bouts. Le gouvernement fédéral a jugé que la PCU de 2 000 \$ est la mensualité « suffisante pour vivre ». Pourtant, les bénéficiaires d'Ontario au travail et du POSPH ont reçu, et continuent de recevoir, une allocation maximale de 1 169 \$/mois – bien en deçà d'un revenu suffisant pour vivre.

« Je n'ai plus de service de garde d'enfants. Je gérais un trouble d'anxiété préexistant, mais comme je devais m'occuper de mon bébé à la maison tout en effectuant les tâches relatives à mon emploi par télétravail, j'ai fini par avoir des crises d'anxiété quotidiennes. J'ai dû demander un congé de maladie. »

PARTICIPANTE AU
SONDAGE DE L'IVTF

Garantir des ressources financières adéquates et des politiques équitables pour l'emploi des jeunes. Les jeunes sont ceux qui ont le moins d'indépendance financière, ce qui les pousse à accepter un emploi potentiellement dangereux ou qui relève de l'exploitation pour joindre les deux bouts et subvenir à leurs besoins. La majeure partie de leur travail se fait dans le secteur des services, où ils gagnent de bas salaires et sont censés fournir un service à la clientèle de première ligne dans le cadre des restrictions de santé publique, ce qui entraîne une plus grande exposition à la COVID-19 et des conditions de travail dangereuses.

Mettre en œuvre un plan universel de garde d'enfants. L'économiste Armine Yalnizyan a mené des recherches approfondies et plaidé en faveur de meilleurs systèmes de garde d'enfants pour soutenir l'économie, soulignant qu'il n'y a pas de reprise sans reprise pour les femmes, et pas de reprise pour les femmes sans services de garde [traduction libre] (Yalnizyan, 2020). La Ville devrait entreprendre une collecte de données relatives à la race pour traiter la question de justice raciale dans les garderies. Pour répondre aux besoins de la COVID-19, nous lui demandons instamment d'investir dans de nouveaux centres de garde gérés par la municipalité, de créer un fonds d'immobilisations pour l'expansion des programmes de garde communautaires et sans but lucratif, et de devenir titulaire d'une licence pour les garderies à domicile dans le but de relever la barre en matière de normes d'emploi et d'apprentissage précoce.

Il faut davantage de services de garde d'enfants en dehors des heures (normales) de travail afin de répondre aux besoins des parents qui travaillent par quarts et des familles monoparentales. Offrir des haltes-garderies gratuites dans les principaux bâtiments publics et municipaux.

Collaborer avec les autres paliers du gouvernement pour mettre en œuvre un plan universel de garde. Des conditions de travail plus souples et un partage des soins aux enfants plus équitable entre les femmes et les hommes permettront d'accroître la capacité d'accueil et de créer un équilibre entre le travail et les tâches domestiques (Desjardins et coll., 2020).

Assurer l'accès à l'éducation et aux services en matière de finances, y compris la production de déclarations de revenus et les conseils budgétaires.

Pour de nombreuses femmes à faible revenu, l'accès aux avantages fiscaux, remboursements, crédits, déductions, subventions et rabais nécessite une déclaration de revenus annuelle. Par exemple, les avantages fiscaux peuvent représenter jusqu'à 40 % des rentrées d'argent d'une famille avec enfants bénéficiaire de l'aide sociale. En revanche, les personnes âgées à faible revenu peuvent recevoir une mensualité additionnelle allant jusqu'à 917 \$ grâce au Supplément de revenu garanti. Pourtant, c'est chez les nouveaux arrivants, les familles monoparentales et les bénéficiaires de l'aide sociale que la production de déclarations de revenus est la plus faible (Bajwa, 2015).



« Nous manquons les activités communautaires où nous parlons, où les enfants jouent ensemble. C'est la camaraderie qui manque à mon fils et moi, mais ça va mieux. »

PARTICIPANTE AU
PROJET DE RECHERCHE
LONE-MOTHERS
(MÈRES SEULES)

L'INCLUSION SOCIALE POUR TOUS

La pandémie a augmenté la charge de travail et diminué les ressources et la capacité de prestation de services des systèmes de soutien et des organisations communautaires. Dans les conversations que l'IVTF a eues avec des femmes et des personnes de diverses identités de genre, les préoccupations relatives à la santé mentale et au manque de soutien en matière de santé mentale étaient un thème important, surtout chez les personnes âgées, les personnes handicapées, les gens nouvellement immigrés et les parents seuls. Ces préoccupations relatives au stress et à la santé mentale sont apparues en raison de l'isolement social, du surmenage, de l'incertitude concernant le virus lui-même et de l'anxiété face à l'évolution rapide des circonstances.

Le manque de connectivité ou d'accès à la connectivité a accentué le sentiment d'isolement des populations rurales. La conversation au sujet de la santé mentale et du bien-être a également été amplifiée par le mouvement Black Lives Matter (la vie des Noirs compte), qui met en lumière la manière dont les services de police et de santé mentale se sont combinés au fil du temps, avec des résultats fatals pour les communautés noires et autochtones.

Les personnes de diverses identités de genre ont affiché un moins bon état de santé mentale que les hommes et les femmes, surtout les plus jeunes (Moysen, 2020). En matière de santé mentale, il est vital pour le bien-être général de chaque résident et chaque résidente d'avoir accès à des services de soutien abordables, adaptés à la culture et dirigés par la collectivité, que ce soit sous forme de programmes familiaux, de différentes options éducatives ou d'activités de loisirs. Les soins et le

soutien communautaires font partie intégrante du soutien aux populations vulnérables, pendant et après la pandémie.

Puisque les écoles, les centres pour personnes âgées et les garderies opèrent à plus faible capacité que d'ordinaire, les familles et les parents seuls – surtout ceux et celles qui exercent des fonctions essentielles – ont beaucoup de mal à travailler tout en cherchant des services sûrs et abordables de garde d'enfants ou de soins aux personnes âgées.

Assurer un accès équitable aux toilettes et aux douches publiques. Depuis le début de la pandémie, des membres de la collectivité et du personnel de première ligne ont souligné le manque de toilettes publiques, surtout dans le centre-ville. Malgré cela, il n'y a toujours pas assez de toilettes portables et de douches installées et entretenues par la Ville. Les toilettes publiques doivent être considérées comme une infrastructure de santé publique essentielle et être installées dans les zones où l'insécurité en matière de logement est élevée. La responsabilité de l'entretien et de la sécurité des toilettes et des douches publiques ne devrait pas être confiée à des organisations communautaires déjà surchargées. Dans le cadre de mesures de prévention de santé publique rigoureuses, pendant la COVID-19 et au-delà, il faut rendre les douches, les services de buanderie et les services de réduction des méfaits facilement accessibles aux travailleuses du sexe, aux consommateurs de drogues et aux personnes qui dorment à la rue, dans les campements, dans les abris ou sur des canapés d'hôtes (couchsurfing).

Augmenter le financement des services sociaux gratuits et accessibles. Déjà surchargés, les services communautaires et familiaux ont besoin d'une injection constante de ressources supplémentaires

« Il faut comprendre qu'il n'y a pas de temps limite, ni une limite de sessions pour le traumatisme, surtout lorsque vous avez des difficultés en tant que parent seul. »

PARTICIPANTE AU
PROJET DE RECHERCHE
LONE-MOTHERS
(MÈRES SEULES)

pour rattraper leur retard de financement dans d'autres domaines et pour répondre de manière adéquate aux préoccupations liées à la pandémie et aux problèmes préexistants. L'accès à un soutien abordable, culturellement adapté et dirigé par la communauté, tel que des programmes familiaux, le counseling, diverses possibilités en matière d'éducation et des services de santé mentale, est vital pour le bien-être général de chaque résident et chaque résidente. Il faut du financement pour que tous ces secteurs puissent passer à la prestation de services en ligne et garantir des mesures de santé publique adéquates pour la prestation en personne.

Augmenter le financement des organisations communautaires qui proposent des programmes sociaux, récréatifs, éducatifs et culturels virtuels et en personne. Les programmes culturels ont été parmi les plus touchés de la ville, car souvent, ils sont gérés par la collectivité et manquent de ressources.

Procurer à ces organisations les bénévoles, les installations et les outils dont elles ont besoin pour mener à bien leurs activités en toute sécurité. L'intégration de solides paramètres d'équité et d'inclusion dans les programmes municipaux de subventions contribuerait à des résultats plus équitables en matière de prestation de services, ce qui permettrait aux programmes culturels communautaires de servir notre collectivité diversifiée. Accroître l'accès aux espaces publics dans les bâtiments municipaux pour les programmes sociaux, culturels et récréatifs des organisations locales dirigés par des bénévoles.

Veiller à ce que les espaces publics extérieurs et les activités de loisirs soient accessibles, financièrement et physiquement. La Ville devrait fermer des rues, élargir les trottoirs et donner la priorité aux voies de transport actif afin de créer plus d'espace extérieur pour les résidents et résidentes – cette pratique

devrait se poursuivre en toute saison. Donner la priorité aux programmes qui permettent aux communautés mal desservies d'accéder à des espaces publics extérieurs (Al-Refaei, 2020). Cette programmation pourrait être gratuite – activités, camps d'été, programmes de loisirs et visites familiales avec transport inclus – et accorderait la priorité aux communautés à faible revenu et aux communautés qui ont moins d'espaces publics extérieurs. Pour la saison hivernale, il sera essentiel d'offrir des loisirs d'hiver en plein air et en toute sécurité pour que les gens bougent et restent en contact.

La Ville pourrait entreprendre une [analyse comparative entre les sexes en matière de déneigement](#) afin de donner la priorité aux déplacements du personnel soignant et d'encourager des déplacements hivernaux sûrs et actifs pour tous les âges. L'accès aux espaces extérieurs et aux programmes de loisirs est crucial pour le développement sain des enfants et des jeunes, ainsi que pour l'inclusion sociale et la santé physique des personnes âgées, surtout pendant la pandémie. Veiller aussi à ce que tous les programmes prévoient des méthodes de participation adaptées pour les personnes qui utilisent des aides à la mobilité, car elles sont souvent isolées et négligées dans les programmes communautaires (Greenlee et Reid, 2020).

Investir dans les infrastructures de connectivité numérique dans toute la ville, particulièrement dans les régions rurales. Le manque de connectivité a augmenté le sentiment d'isolement dans toutes les catégories démographiques, surtout chez les nouveaux arrivants et les populations rurales. Avec une connectivité Internet limitée ou instable, il leur est impossible d'accéder aux ressources communautaires et au soutien mutuel ou de rester en contact avec les membres de leur communauté, ce qui leur fait perdre leur sentiment d'appartenance.

« Je me suis retrouvée dans un refuge d'urgence pour femmes avec ma mère et mes enfants, en raison de violence familiale. Nous nous battons maintenant pour retourner dans notre maison, car pour ma mère, le risque de COVID dans un espace commun est un poids plus lourd que ce qu'elle peut supporter physiquement. »

PARTICIPANTE AU
SONDAGE DE L'IVTF

Mettre en place davantage de points d'accès gratuits un peu partout dans la ville, en donnant la priorité aux zones mal desservies. Par exemple, la Ville de Toronto a lancé un programme pilote de WiFi gratuit à 25 endroits différents pour la prochaine année afin d'offrir une connectivité Internet aux ménages à faible revenu (Ville de Toronto, 2020). Plaider aux niveaux provincial et national pour une meilleure connectivité dans les zones rurales. Collaborer avec la bibliothèque publique d'Ottawa pour prêter des outils technologiques et des bornes WiFi aux individus, familles et personnes âgées à faible revenu, qui n'ont pas les moyens de se payer ces outils de plus en plus essentiels.

Offrir des séances gratuites de counseling familial et de conseils aux parents avec des professionnels respectueux de la culture en utilisant des méthodes de thérapie modernes et adaptées à la culture. Les services comme Counseling, on connecte devraient être étendus en raison de la forte demande.

Aider le secteur des services sociaux à recruter et retenir des bénévoles. Les personnes âgées, dont une majorité de femmes, font plus d'heures de bénévolat que tout autre groupe d'âge. Pendant la pandémie, beaucoup ont été relevées de leurs fonctions en raison du risque accru d'exposition au virus, ce qui a poussé de nombreuses organisations à faire des pieds et des mains pour recruter et former une nouvelle cohorte de bénévoles. Maintenant qu'elles passent à des programmes en ligne ou virtuels, ces organisations font face au grand défi de faciliter l'accès des bénévoles à ces possibilités d'entraide à moindre risque.

« J'ai besoin d'une sécurité financière à long terme. Logement habitable de qualité avec des normes d'entretien claires et applicables. Et communication concernant les services pour les familles à faible revenu. »

PARTICIPANTE AU PROJET DE RECHERCHE LONE-MOTHERS (MÈRES SEULES)



« Les personnes handicapées sont oubliées dans ces stratégies et services. »

PARTICIPANTE À UNE
SÉANCE HEBDOMADAIRE
DE L'IVTF

LA SÉCURITÉ POUR TOUS

Des rapports provenant d'autres pays révèlent que l'incidence de violence familiale a triplé pendant la pandémie (Allen-Ebrahimian, 2020). Les recherches de l'IVTF confirment ces données de manière anecdotique : elles démontrent que les mesures d'isolement s'accompagnent d'une augmentation de la violence familiale. La distanciation physique et l'auto-isolement exposent davantage les personnes et les enfants vulnérables, non seulement à des situations de violence entre partenaires, mais également à la violence sexuelle de manière plus générale. Au Canada, les femmes autochtones déclarent avoir été victimes d'agressions sexuelles à un taux trois fois supérieur à celui des femmes non autochtones (Canada, ministère de la Justice, 2017). Les personnes trans connaissent aussi des taux plus élevés de violence, y compris d'agressions sexuelles (Jaffray, 2020). D'autre part, les jeunes 2SLGBTQ+ qui vivent avec des parents homophobes sont confrontés à un stress et une anxiété accrus lorsque des mesures d'isolement sont en place, alors que très peu de ressources ou de soutien sont destinés explicitement à cette population.

Les hôtels d'Ottawa qui sont utilisés lorsqu'il n'y a pas de place dans les refuges créent plusieurs problèmes pour les survivantes : l'isolement et l'accès limité aux services de soutien comme l'épicerie, la garde d'enfants et les soins de santé, l'insuffisance de programmes et d'espaces de loisirs pour les enfants, l'absence de cuisines et un manque général de sécurité. Bien que les données ne soient pas facilement disponibles, il est probable que l'exploitation sexuelle en ligne et la traite des personnes à des fins sexuelles augmentent également pendant la pandémie.

Par ailleurs, l'application des directives sur la distanciation physique a un impact disproportionné sur les communautés racialisées. Desmond Cole et Robyn Maynard décrivent comment les forces de l'ordre ciblent de manière disproportionnée les Noirs, les Autochtones et les personnes de couleur. Erin Dej nous rappelle qu'une intervention policière démesurée auprès des personnes vivant dans la pauvreté contribue à un cycle d'incarcération et de sans-abrisme. La peur et le stress causés par la pandémie sont aggravés au sein des communautés déjà confrontées à la violence policière. Par exemple, pendant nos rencontres hebdomadaires, les résidentes autochtones qui dépendent de l'accès à la terre pour leur bien-être spirituel se sont dites préoccupées par la surveillance policière exercée lors des prières et des cérémonies. Les leaders locaux et les prestataires de services soulignent constamment que les mesures de distanciation recommandées par les autorités de santé publique ont un impact disproportionné sur les gens qui vivent dans des espaces réduits, des logements surpeuplés ou des quartiers qui sont généralement à faible revenu, moins blancs et fortement surveillés par la police. De surcroît, les directives de distanciation ne sont pas clairement communiquées aux personnes qui ne parlent ni français ni anglais, ce qui augmente le risque de recevoir une contravention pour les personnes immigrantes, réfugiées ou locutrices d'une langue autochtone.

Créer un plan d'action pour protéger les femmes et les personnes de diverses identités de genres qui courent un risque accru de violence et d'agression sexuelle.

Coordonner une réponse multipartite entre les services et les organisations afin de cerner les besoins essentiels, y compris ceux des travailleurs et travailleuses du sexe.

« Je suis immunodéprimée et je vis seule. Bien que je puisse faire mon travail à domicile, l'isolement de la fin de semaine et l'incapacité de vivre normalement ou d'exercer pleinement mon travail commence à avoir des répercussions sur ma santé mentale et physique. Je suis devenue craintive et paranoïaque. J'ai peur que cette expérience ait changé ma personnalité. »

PARTICIPANTE À UNE SÉANCE HEBDOMADAIRE DE L'IVTF

Ces mesures incluront un logement adéquat pour les femmes, les personnes trans et les personnes de diverses identités de genre, les jeunes et les enfants qui fuient la violence. Créer une gestion de cas mieux intégrée entre le secteur de la violence faite aux femmes et la Ville.

Fournir un financement continu et durable pour les pratiques novatrices, telles que Pas bien chez soi à Ottawa, qui se prolongera au-delà de la pandémie. Établir un groupe de travail sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) à la Ville. Mettre sur pied une équipe civile d'intervention en matière de violence fondée sur le genre, axée sur le soutien aux survivantes et leur mise en contact avec les services; cette équipe remplacerait l'intervention de la police dans les cas d'agression sexuelle et de violence conjugale. Soutenir généreusement les organisations qui fournissent des services aux jeunes 2SLGBTQ+, notamment des services de counseling, d'hébergement et de santé.

Répondre aux besoins des survivantes en augmentant le nombre de logements supervisés et en améliorant l'accès au counseling et aux conseils juridiques gratuits – notamment en matière de logement, d'emploi, de garde d'enfants et d'immigration. Instaurer des réponses culturelles qui privilégient les processus centrés sur les survivantes et dirigés par celles-ci, par exemple la justice réparatrice ou les méthodes d'intervention communautaires.

Soutenir les organisations qui œuvrent dans les domaines de la violence et l'exploitation sexuelles, y compris la traite des personnes à des fins sexuelles ainsi que le harcèlement et l'exploitation sur Internet, comme le SASC (Sexual Assault Support Centre ou centre d'aide en matière d'agressions sexuelles), qui a mis en service une ligne de textos.

Mettre en œuvre des projets de soins de soutien sûrs et culturellement adaptés par l'intermédiaire d'organisations communautaires existantes. Ces projets permettront de rediriger les interventions en situation de crise du service de police vers des organisations et services communautaires mieux financés. De telles initiatives aideront particulièrement les personnes qui ne font pas confiance à la police, aux travailleuses sociales et aux thérapeutes. Mettre en place des programmes communautaires adaptés sur le plan culturel, tels que le soutien entre pairs, les conversations communautaires, les groupes de soutien communautaire et les cercles de justice réparatrice.

Se concentrer sur l'éducation en matière de santé publique plutôt que sur l'application des règlements. La Ville, de façon louable, a mis en place un programme d'ambassadeurs de parc – semblable aux vestes rouges d'OC Transpo – pour donner la priorité à l'éducation plutôt qu'à l'application des règlements. Une optique d'équité des genres et d'inclusion pourrait améliorer les résultats de ce programme : en embauchant des habitants des quartiers où le programme se déroule, les informations pourraient être transmises par des pairs, dans la langue et la culture des gens du voisinage. Cette approche aiderait aussi à éviter la criminalisation des individus. Au lieu de donner des contraventions, la Ville et Santé publique Ottawa pourraient lancer une campagne d'éducation globale et multilingue sur la distanciation physique par les voies de la presse écrite, la radio, la télévision et les médias sociaux. Les organisations communautaires, les entreprises locales et les groupes culturels pourraient contribuer à faire passer le message.

Au lieu de surveiller leur voisinage, les gens pourraient offrir leur soutien, leur aide mutuelle et leur assistance. Les bibliothécaires pourraient se promener dans les parcs dans le cadre de campagnes de sensibilisation.

Intégrer une optique d'équité des genres et d'inclusion dans tous les aspects de la planification urbaine. Le milieu bâti a une incidence sur notre expérience sociale de la ville. Si, souvent, l'aménagement du territoire ne tient pas suffisamment compte des considérations sociales dans la prise de décision, cette séparation n'a guère de sens pour les résidents et résidentes qui naviguent au quotidien dans les parcs, les systèmes de transport en commun ou les différents quartiers. Pour quiconque cherche un logement abordable ou une garderie à proximité de son lieu de travail ou des transports en commun, ou pour la diversité des personnes à la recherche

d'un accès sûr à l'espace public, les dimensions sociale et spatiale des politiques municipales sont indissociables. La planification peut renforcer les inégalités sociales et spatiales existantes, ou s'efforcer de les contrer dans le cadre de mesures visant à créer une ville plus juste et accueillante. Il s'agit de choix politiques influencés par les plans municipaux, le contenu des politiques, l'allocation des ressources, la dynamique du pouvoir et la nature des processus décisionnels. La planification d'une ville plus équitable et plus inclusive implique nécessairement l'intégration des expériences vécues par les groupes en quête d'équité dans des politiques et pratiques concrètes et soutenues par des ressources, des changements de politiques et de programmes et d'autres formes de soutien municipal.

« Les gens en ont marre de demander pour l'aide. Nous sommes débordés par les réseaux de soutien dispersés »

PARTICIPANTE AU PROJET DE RECHERCHE LONE-MOTHERS (MÈRES SEULES)

Conclusion



Le travail de l'Initiative : une ville pour toutes les femmes a toujours été guidé par les expériences vécues des femmes d'Ottawa. Environ 150 Ottaviennes ont donné vie à ce document. Nous sommes des femmes francophones, anglophones, autochtones, immigrantes, nouvelles arrivantes, à faible revenu, handicapées, diplômées universitaires, non scolarisées, de couleur, religieuses, 2SLGBTQ+, âgées, professionnelles, soignantes, mères, étudiantes, universitaires, militantes. Nous sommes tout cela, et bien plus encore.

Le sujet de ce rapport est notre passion. Nous ne le mettons pas en veilleuse quand la lecture est terminée. Nous continuons à vivre ces expériences – à lutter, à surmonter, à réaliser, à confronter, à défendre, à gagner. Notre recherche ne se limite pas à des mots – nous sommes des membres de la collectivité de la ville d'Ottawa.

Depuis avril 2020, l'IVTF et le Cadre de développement communautaire (CDC) animent des rencontres hebdomadaires comme moyen d'assurer un soutien social et mental aux femmes aux partenaires qui leur viennent en aide. Environ cinquante Ottaviennes, membres de l'IVTF ou du CDF ou bien travailleuses de première ligne, ont raconté les effets que les enjeux liés aux droits des locataires, à l'aide sociale, à la PCU et aux autres prestations de secours, aux masques et à la garde d'enfants ont eus sur elles.

L'IVTF a également mené un sondage sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les femmes et les personnes de diverses identités de genre à Ottawa. Quatre-vingt-dix-huit

femmes ont répondu au questionnaire, dont un nombre important de femmes âgées, de femmes de couleur, de femmes à faible revenu, de femmes qui ont recours à une aide au revenu, de femmes handicapées, de femmes monoparentales et de personnes s'identifiant comme 2SLGBTQ+.

Ces Ottaviennes des quatre coins de la ville nous ont raconté qu'elles avaient du mal à choisir entre payer leur loyer et acheter des aliments sains, leurs médicaments ou des couches pour leurs enfants. Elles nous ont fait part d'anecdotes bouleversantes concernant le défi le plus important qui touche les femmes de tous les groupes d'âge : le double fardeau du travail non rémunéré de prestation de soins et des responsabilités économiques rémunérées. Elles continuent à assumer la majeure partie des activités de soins non rémunérées. Ce double fardeau est aggravé par la fermeture des écoles, l'absence de services de garde et la diminution de l'accès aux services communautaires. Nombre d'entre elles se tournent vers d'autres membres de leur famille, y compris leurs grands-parents plus âgés, et vers des amies pour se soutenir mutuellement.

expériences diverses et aux organisations Les femmes monoparentales se sont retrouvées physiquement et émotionnellement épuisées à cause des besoins physiques et émotionnels de leurs enfants, en plus des exigences du travail scolaire à la maison. Le manque de services de garde, d'éducation et de soutien aux personnes âgées pendant la pandémie a entraîné une insécurité d'emploi et les a amenées à faire des choix difficiles.

Nous avons entendu les témoignages du personnel de première ligne qui œuvre auprès des femmes sans abri ou en situation de logement précaire dont les droits fondamentaux en matière de logement n'étaient pas respectés avant la pandémie et dont les besoins physiques et mentaux sont encore plus menacés par la COVID-19.

Les femmes, en particulier les femmes racialisées et immigrantes, sont surreprésentées dans le travail de soins de première ligne, dans les hôpitaux, les établissements de soins de longue durée, les pharmacies, les logements supervisés, les centres d'enseignement et de garde d'enfants, les refuges, et en qualité de travailleuses sociales, de femmes de ménage et de caissières. Les emplois dans le secteur des soins, chroniquement sous-financés, et les taux d'exposition plus élevés à la COVID-19 ont pesé lourdement sur nos femmes.

Les femmes âgées signalent une perte d'autonomie, car elles cessent de recevoir certains services, ou en réduisent la fréquence, pour diminuer leur risque d'exposition au virus et pour se conformer aux directives de santé publique. Dans une enquête récente du Conseil sur le vieillissement d'Ottawa auprès de plus de 2221 résidents âgés, dont la majorité était des femmes, 40 % ont déclaré se sentir plus isolés et seuls, et 50 % ont dit se sentir plus anxieux qu'avant la pandémie (Adele Furrie Consulting, 2020).

Nous avons espoir que les décideurs prendront des mesures appropriées pour mettre en œuvre une réponse municipale genrée afin que tous ses résidents et ses résidentes puissent bénéficier des richesses de notre ville.



Annexes

Annexe 1

Sondage en ligne de l'IVTF : L'impact de la COVID-19 sur les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre; expériences vécues

1. Si vous vous identifiez comme femme, veuillez décrire quel impact les circonstances entourant la COVID-19 ont eu sur vous.
2. Si vous vous identifiez comme personne non binaire ou 2SLGBTQ+, quel impact les circonstances entourant la COVID-19 ont-elles eu sur vous ?
3. Identification volontaire – Recueillir des identifiants démographiques nous aide à tracer un portrait de l'impact de la pandémie sur différentes populations.

Annexe 2

Sondage en ligne bihebdomadaire pour la recherche sur les mères seules qui accèdent aux ressources communautaires (Katherine Occhiuto, candidate au doctorat à l'Université Carleton).

1. Quel a été l'impact de la COVID-19 (le coronavirus) sur votre capacité à accéder aux services communautaires dont vous et votre famille dépendez régulièrement pour répondre à vos besoins ? Veuillez préciser.
2. Quels sont les points forts de l'intervention communautaire pour répondre à vos besoins ?
3. Avez-vous des besoins qui ne sont pas satisfaits ? Si oui, veuillez préciser.
4. Dans un modèle idéal, à quoi ressemblerait le soutien que vous recevriez pendant cette période ? (que ce soit de la part de la collectivité, du gouvernement, ou de n'importe quelle autre source.)
5. Y a-t-il eu des changements depuis la dernière fois que vous avez rempli ce formulaire ? (Par exemple : vous avez eu droit à un soutien financier, un service sur lequel vous comptiez n'est plus offert ou un membre de votre famille est tombé malade.)
6. En quoi la distanciation physique (précédemment appelée distanciation sociale) a-t-elle changé votre façon d'entrer en relation avec votre communauté ?
7. Comment vous débrouillez-vous dans tout cela ?

Bibliographie

ADELE FURRIE CONSULTING (2020). COVID-19 Seniors Survey Update. <https://coaottawa.ca/covid-19-seniors-survey-update/>

ALLEN-EBRAHIMIAN, Bethany (2020). China's domestic violence epidemic. Axios, <https://www.axios.com/china-domestic-violence-coronavirus-quarantine-7b00c3ba-35bc-4d16-afdd-b76ecfb28882.html>

BAJWA, U. (2015). Accessing Income Boosting Benefits through Tax Filing. Prosper Canada. <http://prospercanada.org/getattachment/ea6b571e-861e-4977-95cd-ba799bfbf12d/Accessing-Income-Boosting-Benefits-through-Tax-Fil.aspx>

BLISS, Laura (2018). Inside a Pedestrian-First 'Superblock', Citylab, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-08-07/inside-a-barcelona-superblock-pedestrians-rule>

BURGEN, Stephen (2019). Barcelona's car-free 'superblocks' could save hundreds of lives, The Guardian, <https://www.theguardian.com/cities/2019/sep/10/barcelonas-car-free-superblocks-could-save-hundreds-of-lives>

CANADA (2017). Victimization des femmes et filles autochtones, ministère de la Justice, <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/jr/pf-jf/2017/july05.html>

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (2020). Alternative Federal Budget Recovery Plan, <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/alternative-federal-budget-recovery-plan>

CITY OF TORONTO (2020). COVID-19: Free Wi-Fi Pilot Project, <https://www.toronto.ca/home/covid-19/covid-19-financial-social-support-for-people/covid-19-seniors-vulnerable-people/covid-19-free-wi-fi-pilot-project/>

COLE, D. (2020). The Skin We're in: A Year of Black Resistance and Power. Canada: Penguin Random House.

COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO et CHAIRE UNESCO D'ÉTUDES SUR LA BIODIVERSITÉ ET LA DURABILITÉ ALIMENTAIRE (2020). Deep Dive: Infrastructure investments for a greener, more resilient and sustainable country: Ideas and considerations for Canadian decision-makers, IPolitics, <https://ipolitics.ca/2020/06/22/infrastructure-investments-for-a-greener-more-resilient-and-sustainable-country-ideas-and-considerations-for-canadian-decision-makers/>

DESJARDINS, Dawn, Carrie FREESTONE et Naomi POWELL (2020). La pandémie menace des décennies de progression des femmes au sein de la population active, RBC Economics, <https://leadershipavise.rbc.com/la-pandemie-menace-des-decennies-de-progression-des-femmes-au-sein-de-la-population-active/>

DEJ, E. (March 3, 2020). We must protect the homeless from COVID-19 public health order enforcement. The Record. <https://www.therecord.com//opinion/columnists/2020/03/30/we-must-protect-the-homeless-from-covid-19-public-health-order-enforcement.html>

GREENLEE, Edith et Alana REID (2020). Les parents soutenant l'apprentissage à la maison pendant la pandémie de COVID-19, Statistique Canada, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00040-fra.htm>

HOMECOMING COMMUNITY CHOICE COALITION (2018). Advancing Housing Rights in Canada's Municipalities: Response to the National Housing Strategy's Discussion Paper: A Human Rights-Based Approach to Housing, <https://maytree.com/wp-content/uploads/HomeComing-Advancing-Housing-Rights-in-Canadas-Municipalities.pdf>

- LINOVSKI, Orly et Nadia GALATI (2019). Getting us all there: Including equity in transportation planning. Plan Canada, vol. 59, no 2, p. 31–35. <https://doi.org/10.25316/IR-15265>
- MACKENZIE, Bruce (2008). Supporting Environmental Stewardship and Livelihood Benefits in Ontario's Greenbelt: Assessing the Potential Contribution of the Alternative Land Use Services Program, <https://alus.ca/wp-content/uploads/2016/08/mackenzie-bruce.pdf>
- Maynard, R. (2017). Policing Black lives: State violence in Canada from slavery to the present. Fernwood Publishing.
- MOYSER, Melissa (2020). Différences entre les genres en matière de santé mentale durant la pandémie de COVID-19, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00047-fra.htm>
- OCCHIUTO, Katherine (s.d.) The Complexities of Relying on Community Charities to Meet Needs During COVID-19. <https://carleton.ca/socialwork/people/occhiuto-katherine/>
- POMEROY, Steve (2020). A homeless and housing emergency in Ottawa. <https://carleton.ca/cure/wp-content/uploads/CURE-Brief-10-Housing-and-Homeless-Emergency.pdf>
- ROY, Arundhati (2020). La pandémie, portail vers un monde nouveau. Gallimard, Tracts de crise no 39, traduit de l'anglais (Inde) The pandemic is a portal par Irène Margit <https://www.ft.com/content/10d8f5e8-74eb-11ea-95fe-fcd274e920ca>
- SANTÉ PUBLIQUE OTTAWA (2019). Panier de provisions nutritif : Le prix de bien manger à Ottawa. <https://www.ottawapublichealth.ca/en/public-health-topics/resources/Documents/NFB-Report-FRE-2019---Accessible-2-.pdf>
- SCOTT, Katherine (2020). Women bearing the brunt of economic losses: One in five has been laid off or had hours cut. Centre canadien de politiques alternatives, blogue national Behind the Numbers. <https://behindthenumbers.ca/2020/04/10/women-bearing-the-brunt-of-economic-losses-one-in-five-has-been-laid-off-or-had-hours-cut/>
- TURCOTTE, Martin et Katherine Savage (2020). La contribution des immigrants et des groupes de population désignés comme minorités visibles aux professions d'aide-infirmier, d'aide-soignant et de préposé aux bénéficiaires, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00036-fra.htm>
- UDOH-OROK, Eno (2018). Tower Renewal: Community Development in Toronto's Apartment Neighbourhood of Thorncliffe Park. <https://digital.library.ryerson.ca/islandora/object/RULA%3A8170>
- VILLE D'OTTAWA (2020). An Equity and Inclusion Lens for COVID-19 Recovery, Community and Social Services Department. https://documents.ottawa.ca/sites/documents/files/equitylenscovid_en.pdf
- VILLE D'OTTAWA (2020). A Technical Note on Gendered Impact of COVID-19 Pandemic, Community and Social Services Department. https://documents.ottawa.ca/sites/documents/files/technicalnote_en.pdf
- VILLE D'OTTAWA (2020), Trousse de réouverture des entreprises. <https://ottawa.ca/fr/entreprises/soutien-economique-et-recuperation/trousse-de-reouverture-des-entreprises>
- YALNIZYAN, Armine (2020). Why Canada needs a SHE-covery. Atkinson Foundation. <https://atkinsonfoundation.ca/news/the-latest/why-canada-needs-a-she-covery/>